

17 mars 2017

Marine Le Pen, entre affaires et polémiques

Benoît Lœuillet, conseiller régional FN, a été suspendu après avoir tenu des propos négationnistes

Il en va des discours de Marine Le Pen comme du rythme des saisons : immuable. Depuis que la campagne présidentielle est entrée dans le vif du sujet, et surtout que les affaires judiciaires s'accumulent autour de la présidente du FN, celle-ci dénonce sans relâche un coupable indéfini pour expliquer les maux de la France – et les siens – en la personne du " *système* ". La candidate en ferait presque un jeu, parsemant le plus possible le terme dans ses interventions.

A Saint-Raphaël (Var), mercredi 15 mars, lors d'une réunion publique organisée dans une ville en partie acquise aux thèses du FN, le " *système* " est cette fois devenu le responsable du caractère atone de la campagne présidentielle, de laquelle aucune proposition de fond ou presque n'émerge. La faute des affaires, notamment, qui poursuivent François Fillon et Marine Le Pen.

Face à plusieurs centaines de personnes agitant des drapeaux bleu-blanc-rouge, la candidate d'extrême droite a dit son " *indignation devant un système politique et médiatique qui cherche à détourner les Français des questions centrales qui devraient se poser* ". Il faut dire que les sujets potentiels de " détournement " ne manquent pas.

Dans un documentaire diffusé le soir même sur la chaîne C8, un conseiller régional (FN) de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Benoît Lœuillet, a remis en cause la réalité de l'ampleur de la Shoah. " *Il n'y a pas eu de morts de masse comme ça a été dit* ", lâche l' élu, filmé en caméra cachée dans sa -librairie niçoise du Paillon. On y voit l'homme vendre notamment des ouvrages d'Adolf Hitler et du militant négationniste -Robert Faurisson, condamné à plusieurs reprises pour contestation de crime contre l'humanité.

Dès mercredi matin, quand de premiers extraits du documentaire ont été révélés, Benoît Lœuillet a été suspendu du parti d'extrême droite et exclu du groupe FN au conseil régional de PACA. " *Les caméléons qui se cachent dans nos rangs et profitent de la réussite du FN en ayant des idées parfaitement détestables doivent dégager* ", a lâché sur Twitter Louis Aliot, vice-président du parti.

Identitaires

L'intéressé, un ancien militant identitaire bien connu au niveau local, tout comme sa librairie, avait été enrôlé sur les listes frontistes par la députée du Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen, qui a fait venir au FN un autre identitaire niçois en la personne de Philippe Vardon.

Mais, au Palais des congrès de Saint-Raphaël, mercredi, les uns et les autres assuraient ne pas vraiment connaître le nouveau banni. " *Je l'ai vu cinq fois dans ma vie* ", a assuré Marc-Etienne Lansade, maire FN de Cogolin (Var) et conseiller régional de PACA. " *Nous sommes un mouvement qui a une telle dynamique, comment voulez-vous savoir qui sont les gens qui vous rejoignent ?* "

Même circonspection du côté du sénateur des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier, qui peine à se souvenir de son nom malgré une campagne menée en commun pour les élections régionales.

" Le chapitre est clos : déclaration, suspension, convocation, exclusion. Est-ce qu'on peut passer à autre chose ? ", demande-t-il.

Marine Le Pen n'a pas évoqué le sujet dans son discours. Pas plus qu'elle n'a abordé les différents dossiers judiciaires qui lestent sa campagne.

Mercredi, toujours, paraissait le livre de deux journalistes de *Mediapart* et *Marianne*, Marine Turchi et Mathias Destal, intitulé *" Marine est au courant de tout... "* (Flammarion, " Enquête ", 378 pages, 21 euros). Celui-ci revient en profondeur sur les enquêtes judiciaires sur les malversations -présumées du financement des différentes campagnes frontistes depuis 2011 et sur le cœur de ce " système ", à savoir l'entourage radical de la présidente du FN – Frédéric Chatillon en tête –, qui reste derrière la scène mais concentre une grande partie du pouvoir dans l'organisation des campagnes électorales et brasse des sommes d'argent public considérables. Un documentaire d'" Envoyé spécial " lui est consacré sur France 2, jeudi 16 mars.

Attaques tous azimuts

Pour mieux s'extirper de cette nasse, Marine Le Pen a préféré, dans son discours, attaquer tous azimuts ses adversaires. Emmanuel Macron (En marche !), *" le candidat tout sourire que toutes les caméras nous montrent sous un air affable "*, présenterait, par exemple, un *" programme qui assume de vouloir tout ubériser, en clair de tout précariser "*. François Fillon (Les Républicains) aurait, lui, *" réussi l'exploit de transformer sa famille politique en un champ de ruines "* et se trouverait face à une campagne *" en jachère, plus rien ne s'y passe, il a déserté le -débat public "*. Et Benoît Hamon (Parti socialiste), enfin, n'aurait de son côté *" toujours pas réussi à lancer sa campagne, c'est une succession de faux départs "*.




En bref, personne ne chercherait réellement à parler aux Français, sauf Marine Le Pen. *" C'est tellement creux, vide, indigent, indigne des Français, que des intérêts privés s'infiltrent dans cette campagne "*, a jugé la candidate du FN. Les intérêts des représentants du " système ", bien entendu.

Olivier Faye

17 mars 2017

Le FN au Parlement européen sous la loupe d'une eurodéputée PS

Pervenche Berès a étudié les prises de positions et votes des élus frontistes depuis leur entrée en force dans l'Hémicycle de Strasbourg

 La chef de file des élus socialistes au Parlement européen, Pervenche Berès, s'est penchée sur  l'activité réelle du Front national à Strasbourg. Le parti d'extrême droite a fait de cet hémicycle son *" camp de base "*, après y être entré en force en 2014 (il compte aujourd'hui 20  eurodéputés). De ses observations, Mme Berès a tiré un essai rendu public jeudi 16 mars par la Fondation Jean-Jaurès.

Si les élus frontistes savent tirer de l'institution un avantage médiatique et financier – deux assistants parlementaires d'eurodéputés frontistes ont été mis en examen dans le cadre de l'enquête sur des emplois présumés fictifs du FN –, dans les commissions où s'effectue le gros

du travail parlementaire, " leur action consiste pour l'essentiel à faire acte de présence ", estime Mme Berès, et à déposer " des milliers de questions écrites et propositions de résolution à la portée nulle ".

Cette politique du chiffre a un coût : plus de 1,5 million d'euros depuis 2014 en frais de traitement pour le Parlement. Beaucoup de questions concernent le bien-être animal : pièges à glu, porte-clés animaux, etc. A elle seule, la députée Dominique Bilde a posé plus de 275 questions écrites à la Commission depuis août 2014.

Moscou et abattage rituel

Sur le fond, " la délégation FN ne fonctionne qu'à partir de la logique nationaliste ", accuse l'élue socialiste. Sur les sujets internationaux, le FN vote " quasi systématiquement contre toutes les résolutions qui dénoncent l'attitude de Moscou ", indique-t-elle. En décembre 2016, plusieurs eurodéputés FN se sont réjouis en plénière de la " libération d'Alep ", en pleine tragédie humanitaire.

En commissions agriculture ou environnement, ajoute l'eurodéputée, " Sophie Montel, Dominique Bilde ou Louis Aliot multiplient les interventions pour faire interdire l'abattage rituel halal ou casher. Lors du premier séminaire de travail du groupe ENL - groupe parlementaire formé autour du FN - en février 2016, Jean-Luc Schaffhauser affirmait sans détour que " l'islam est conquérant, l'islam a décidé de faire la guerre, l'islam est guerre " ".

Depuis 2014, ces eurodéputés ont voté contre les huit rapports renforçant les droits des femmes, relève encore Mme Berès : contre le congé maternité à 20 semaines partout dans l'Union, contre un salaire égal à compétences égales. " A écouter Dominique Martin en commission emploi, il faudrait cantonner les femmes au foyer ", note Mme Berès.

La migration ? " Cela vire à l'obsession, estime-t-elle. Le groupe ENL vote presque systématiquement contre tous les textes présentés en commission libertés civiles, justice et affaires intérieures. Il a ainsi rejeté les propositions concernant la relocalisation des demandeurs d'asile entre Etats membres et s'oppose à la réinstallation des réfugiés depuis un pays tiers. "

L'espace Schengen ? " L'Europe est une passoire ", répètent les frontistes, il faut l'abroger et rétablir les frontières nationales. " Ils oublient de mentionner que, dans Schengen, le rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures est possible et que la France a utilisé cette possibilité à compter du 13 novembre 2015 ", indique Mme Berès. En février 2017, lors du vote pour renforcer les contrôles aux frontières extérieures de Schengen, proposé par Bruxelles après les attentats de Paris, " Marine Le Pen était absente, ses collègues frontistes se sont abstenus, sauf Gilles Lebreton qui a voté contre cette résolution ".

" Contradiction "

" Alors qu'ils se targuent d'être du côté des industries face à la mondialisation ", les élus FN n'ont pas pesé lors du débat sur la modernisation de la lutte européenne antidumping, rappelle Mme Berès, et dans de nombreuses commissions (emploi et affaires sociales, transport et tourisme, etc.), ils appellent à la fin de l'application de la directive travailleurs détachés. " Marine Le Pen rejette la modernisation et les améliorations de cette directive, qui n'ont d'autre objectif que de mieux protéger les travailleurs. Elle s'est abstenue en 2014 lors de l'adoption de la directive d'exécution visant à corriger plusieurs failles constatées ", souligne encore

l'eurodéputée PS.

En commission industrie, l'annonce de la fermeture de l'usine Caterpillar en Belgique et d'Alstom à Belfort a suscité le vote d'une résolution pour des solutions de lutte contre la désindustrialisation, mais Mme Berès précise qu'à l'exception de Florian Philippot, les élus FN ont voté contre.

Les élus FN, Mylène Troszczynski en tête, sont aussi vent debout contre une directive proposée après les attentats du Bataclan, afin d'interdire la vente d'armes semi-automatiques. *" C'est frappant de voir comment à Strasbourg, leurs prises de position les mettent en contradiction avec leurs discours "*, conclut Mme Berès.

Cécile Ducourtieux